



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Bundeskanzlei BK  
**Bundeskanzlei BK**  
Sektion Politische Rechte

# **Déroulement du processus de récolte et de contrôle des signatures pour les initiatives populaires / demandes de référendum au niveau fédéral**

**Présentation Chancellerie fédérale Hackathon E-collecting, 1er novembre 2025,  
Bernerhof, Section des droits politiques, Claudio Marti**



# Aperçu

- Elaboration de la liste des signatures par le comité
- Récolte de signatures
- Envoi aux communes
- Contrôle de la qualité d'électeur par les communes / Renvoi à l'expéditeur
- Tri par cantons et communes, contrôle final par le comité
- Dépôt à la Chancellerie fédérale
- Décompte et contrôle par la Chancellerie fédérale
- Décision de la Chancellerie fédérale concernant l'aboutissement
- Entreposage des listes de signatures et destruction après la validation des résultats de la votation populaire par la Chancellerie fédérale



# Elaboration de la liste de signatures par le comité

- Exigences légales relatives à la validité des listes de signatures pour les initiatives populaires : titre et texte de l'initiative, membres du comité d'initiative, date de début de la récolte des signatures, commune et canton des signataires, clause de retrait, indication sur la sanction pénale en cas de falsification de signatures
- Exigences légales relatives à la validité des listes de signatures pour les référendums : titre exact de l'acte visé, date du vote final au Parlement, commune et cantons des signataires, indication sur la sanction pénale en cas de falsification de signatures

**=> Contrôle des listes de signatures par la Chancellerie fédérale avant le début de la récolte des signatures**



# Elaboration de la liste de signatures par le comité

**PALESTINE  
OUI!**

**INITIATIVE POPULAIRE FÉDÉRALE  
« POUR LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT DE PALESTINE »**

Les citoyennes et citoyens suisses, signataires de la présente initiative populaire, demandent que la Confédération suisse reconnaisse officiellement l'État de Palestine. Il s'agit d'un acte de justice, de cohérence diplomatique et d'engagement pour les droits humains. La Confédération suisse doit s'engager activement pour un État palestinien souverain et indépendant, et œuvrer pour la paix, la dignité et l'autodétermination du peuple palestinien.

Art. 197, ch. 1<sup>er</sup>  
17. Reconnaissance de l'État de Palestine  
1. La Suisse reconnaît la Palestine comme État souverain et indépendant.  
2. Si la reconnaissance de l'État de Palestine est acceptée par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral adresse au Secrétaire général de l'ONU et à l'Assemblée générale des Nations Unies une déclaration en ce sens dans un délai de trois mois à compter de la validation du résultat de la votation.  
3. RS 101  
4. Le numéro définitif de la présente disposition transitoire sera fixé par la Chancellerie fédérale après le scrutin.

Seules les personnes ayant le droit de vote au niveau fédéral, dans la commune indiquée, peuvent signer la présente liste. Toute personne qui soutient cette demande doit la signer personnellement. Quiconque se rend coupable de corruption active ou passive, ou altère le résultat de la collecte de signatures, est punissable conformément aux articles 381 et 382 du Code pénal suisse.

NAP	COMMUNE POLITIQUE	CANTON		
Nom de famille	Prénom	Date de naissance	Adresse	Signature manuscrite
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				

Veuillez envoyer cette liste dès que possible, même partiellement remplie, à l'adresse suivante:  
Comité droit international, Via delle scuole 3a, 6900 Paradiso

Le Comité directeur est actuellement composé des personnes suivantes : Dina Bazarbachi, 2 Rue des galeries, 1248 Hermance — Julien Berthod, Avenue du Bletschhorn 31, 1050 Sion — Sophie Bolliger, Chemin du Renard 34, 1219 Aire — Maira Alejandra Cardona, Froeschengasse 28, 8001 Zürich — Francesco (Franco) Cavalli, Via Queros 1, 6612 Ascona — Catherine Day Schmid, 5, rue du Jura, 1201 Genève — Greta Oysin, Salita Monticello 1, 6821 Rovio — Rolando Lepori, Contrada Piazza Grande 9, 6980 Curio — Emma Liden, 9 Chemin des Anémones, 1212 Lancy — Raphaël Mahaim, 23A Rue du Bon, 1167 Lussy-sur-Morges — Pietro Majno-Hurst, Via Naccio 2, 6014 Brissago — Jovan Markesch, Via Valdani 6A, 6830 Chiasso — Lisa Mazzone, 5 Av. Ernest-Pictet, 1203 Genève — Fabian Molina, Schaffhauserstr. 15, 8008 Zürich — Olivier Peter, Avenue de beau-séjour 17, 1209 Genève — Didier Pfister, Gartenstrasse 6, 4133 Pratteln — Ador Rahbek, 44 Avenue Krieg, 1208 Genève — Laura Rigel, Via al Rume 4, 6500 Bellinzona — Nathalie Ruoss, Kreuzwies 15, 8803 Buttkon SZ — Josef (Beppe) Savary Borioli, Alta ganna 1, 6962 Russo — Tobias Schnebli, 17 rue de Bâle, 1201 Genève — Rozane Sheybani, 2, chemin du pré du couvent 1224 Chêne-Bougeries — Carlo Sommaruga, 11 bd des philosophes, 1205 Genève — Philip Stollen, Schweingasse 9, 3011 Bern — Burak Unlü, Amminstrasse 24, 8050 Zürich — Helena Verissimo de Freitas, Rue Philippe-Plantamour 41, 1201 Genève

**La société d'initiative veille à la certification du droit de vote.**  
Le fonctionnaire officiel certifie que les personnes mentionnées ci-dessous ont le droit de vote au niveau fédéral et exercent ce droit dans la commune mentionnée.

Signature manuscrite et qualité officielle	Date	Titre officiel

Lieu	Date	Titre officiel

La date limite pour la récolte des signatures est fixée au 14/03/2027.



# Récolte de signatures

Où ?

- Dans la rue
- Lors d'événements
- Par envoi postal en masse
- En proposant la liste de signatures à télécharger et à renvoyer gratuitement via internet

Comment?

- Indication écrite de la main propre du nom, prénom et de la signature



# Contrôle de la qualité d'électeur par les communes / Renvoi à l'expéditeur

La personne a-t-elle le droit de vote dans cette commune ?

Les informations concernant la personne sont-elles correctes (nom, prénom, adresse, date de naissance) ?

La personne n'a-t-elle pas déjà signé l'initiative / le référendum ?

Pas de vérification de l'authenticité des signatures («légalisation») MAIS : en cas de doute, les communes doivent mener des investigations (p. ex. contacter la personne)

Les communes renvoient les listes avec les signatures contrôlées à l'expéditeur (en général au comité)



# Tri par cantons et par communes, contrôle final par le comité

Le comité vérifie, compte et trie les signatures par cantons et par communes



# Dépôt global des signatures auprès de la Chancellerie fédérale







# Décompte et contrôle par la Chancellerie fédérale

Principe du double contrôle

Les listes de signatures respectent-elles les exigences de forme ?

Pas de signatures multiples ?

Pas de suspicion d'irrégularité? (par exemple, inscriptions de la même main)

Les listes de signatures suspectes sont mises de côté et intégrées dans les plaintes pénales de la ChF (écriture similaire, signatures multiples, écritures différentes, accumulation de fausses indications?)



# Décision de la Chancellerie fédérale concernant l'aboutissement



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Bundeskanzlei BK

## Eidgenössische Volksinitiative «Für eine direktdemokratische und wettbewerbsfähige Schweiz – keine EU-Passivmitgliedschaft (Kompass-Initiative)»

### Zustandekommen

*Die Schweizerische Bundeskanzlei*


gestützt auf die Artikel 68, 69, 71 und 72 des Bundesgesetzes vom 17. Dezember 19761 über die politischen Rechte

sowie auf den Bericht der Sektion Politische Rechte der Bundeskanzlei über die Prüfung der Unterschriftenlisten der am 29. August 2025 eingereichten eidgenössischen Volksinitiative «Für eine direktdemokratische und wettbewerbsfähige Schweiz – keine EU-Passivmitgliedschaft (Kompass-Initiative)»<sup>2</sup>,

*verfügt:*

1. Die in Form eines ausgearbeiteten Entwurfs abgefasste eidgenössische Volksinitiative «Für eine direktdemokratische und wettbewerbsfähige Schweiz – keine EU-Passivmitgliedschaft (Kompass-Initiative)» ist zustande gekommen, da sie die nach Artikel 139 Absatz 1 der Bundesverfassung verlangten 100 000 gültigen Unterschriften aufweist.
2. Von insgesamt 115 375 eingereichten Unterschriften sind 111 422 gültig.
3. Veröffentlichung im Bundesblatt und Mitteilung an das Initiativkomitee: Initiativkomitee Kompass-Initiative, c/o campaigners AG, Neptunstrasse 96, 8032 Zürich.

16. Oktober 2025

Schweizerische Bundeskanzlei  
Der Bundeskanzler:  
  
Viktor Rossi



# Entreposage des listes de signatures et destruction après la validation des résultats de la votation populaire par la Chancellerie fédérale





# Questions

Merci beaucoup pour votre attention.